

## UN DÉCRET EXÉCUTIF PROCHAINEMENT PROMULGUÉ

## Le «marché» des crèches bientôt réglementé

**Le «marché» des crèches, c'en est vraiment un de par l'anarchie et l'opacité qui le caractérisent jusqu'ici, sera désormais réglementé.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est ce que la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a affirmé. Ceci à la faveur de la «promulgation prochainement d'un décret exécutif dont le texte est actuellement au niveau de la direction générale de la Fonction publique avant son passage en conseil du gouvernement dans les tout prochains jours», soutenait, hier dimanche, Mounia Meslem au forum du quotidien *Echaab*.

Pour elle, il fallait bien «réglementer» et «réguler» cette activité frappée, selon elle, des sceaux de «l'anarchie» et de «l'opacité», dans une démarche globale encourageant les femmes à opter de plus en plus pour intégrer le monde du travail, elles qui ne représentent que 19% des personnes actives.

Un leitmotiv qui restera au stade de «slogan creux s'il n'est pas suivi de mécanismes à même de permettre à la femme d'exercer son travail, rassurée qu'elle est quant à la sécurité et à la bonne éducation de ses enfants».

La ministre a tenu à préciser, dans la foulée, que ce décret autorise «l'ouverture de crèches à domicile dans l'option de la généralisation de l'opération au monde rural».

Pour ce qui est de la tarification, Meslem a parlé de fourchettes de prix à établir de concert avec le ministère du Commerce, au vu de l'impossibilité de la fixation d'un prix unique à l'échelle nationale.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la

Condition de la femme a qualifié, à juste titre, son département de «méga-ministère» puisque brassant une «foultitude de missions allant de la protection de la femme et de l'enfant, à la cohésion familiale et celle de la société, l'encouragement de la femme et les personnes à besoins spécifiques à intégrer la sphère du travail. Elle invitera à une meilleure «visibilité» de ce secteur dont l'action multiple dépend de plusieurs autres départements ministériels.

Pour elle, les actions de son département «ne sont pas suffisamment vulgarisées» dans les médias, parlant, dans ce sens,



Bientôt des crèches à domicile.

des 741 000 petites entreprises créées dans le cadre du micro-crédit dont près de 64% par des

femmes. Une démarche qui a eu son impact positif sur le monde du travail en ce sens que cela a

permis la création de près d'un million d'emplois permanents dont 11% parmi les personnes à besoins spécifiques».

Une initiative qui participe de la démarche globale du gouvernement de se départir progressivement de l'assistanat en vue de réduire au maximum la couche des démunis en élargissant progressivement celle moyenne.

Meslem a également évoqué le programme dédié à la femme rurale, notamment dans l'agriculture choisie comme secteur clé, avec des opérations pilotes en cours au niveau de neuf wilayas du sud et des Hauts-Plateaux avant son prochain élargissement à une vingtaine de wilayas du pays.

M. K.

## SA RÉOUVERTURE EST PRÉVUE CETTE ANNÉE

## Pêche au corail, le retour

**Selon le coordinateur de l'administration de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, la réouverture de la pêche au corail est prévue pour cette année 2017.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - La réouverture de la pêche au corail est prévue pour cette année 2017, a annoncé, hier au forum du quotidien *El Moudjahid*, le coordinateur de l'administration de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Taha Hammouche. Il a indiqué que le dispositif réglementaire régissant cette activité est en cours de finalisation en

prévision de sa réouverture prochaine et que, parallèlement, son administration a accompagné la formation de 120 plongeurs professionnels.

Dans le même sillage de promotion des pêcheries spécifiques, Taha Hammouche a indiqué que son administration est en train de préparer le dispositif relatif à la pêche à l'espadon dont le quota algérien pour la campagne 2017 a été fixé par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta) à 550 tonnes.

Il a rappelé, par ailleurs, que l'Algérie a récupéré un quota de 1 043 tonnes pour la campagne 2017 de pêche au thon rouge qui débute au mois de mai prochain, au lieu de 543 prévus initialement.

Un nouveau quota qui dépasse largement le quota historique de l'Algérie, lequel était de 680 tonnes avant de passer à 138 tonnes en 2010. Ainsi, l'Algérie, qui a pêché la totalité du quota qui lui a été attribué en 2016 (450 tonnes) en mobilisant 11 navires, reprend petit à petit sa part des captures décidées annuellement au prix d'après négociations au sein de la Cicta.

En effet, la Cicta a revu les quotas algériens de pêche au thon rouge de Méditerranée à la hausse, lors de sa 19<sup>e</sup> réunion tenue en novembre 2014 à Gênes, en Italie : 370 tonnes pour 2015, 450 tonnes pour 2016 et 543 tonnes en 2017. Mais, le total des captures admissibles pour 2017, établi à 23 155 tonnes, a été réexaminé

en 2016 sur la base d'une réévaluation du stock, portant le quota algérien à 1 043 tonnes au lieu de 543. Il convient enfin de noter que la production halieutique, qui couvre 80% des besoins du marché national, a enregistré en 2016 une baisse de 3 060 tonnes comparativement à 2015, passant de 105 200 à 102 140 tonnes. Les importations ont légèrement augmenté, passant de 114 à 116 millions de dollars américains (USD).

Quant à la valeur des exportations, et si elles ont augmenté en volume, passant de 1 900 à 2 255 tonnes, elle a stagné à 6,6 millions USD. Seule évolution positive : le nombre d'emplois, lequel est passé de 89 800 en 2015 à 95 000 en 2016.

L. H.

## ELLE A GÉNÉRÉ UN RÉSULTAT DE HUIT MILLIARDS DE DINARS EN 2016

## Les bons points d'Algérie Poste

**Algérie Poste a réalisé des résultats positifs en 2016 par rapport aux précédentes années en matière de trésorerie et de résultat net dégagé. L'entreprise publique a réalisé un résultat net de plus de 8 milliards de dinars l'année dernière et compte une trésorerie de 50 milliards de dinars. Houda Feraoun estime, cependant, que même si Algérie Poste est bénéficiaire, elle ne remplit pas toutes ses fonctions notamment celles liées au courrier-colis.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Algérie Poste n'a marqué que de bons points l'année dernière. La ministre de la Poste et des Technologies de l'information se félicite du fait que cet établissement, en souffrance depuis plusieurs années, réalise enfin



Houda Feraoun.

un saut «important». Selon elle, Algérie Poste a pu passer d'un bilan déficitaire à un bilan très positif en matière de trésorerie. Imane Houda Feraoun qui intervenait hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3, a expliqué qu'Algérie Poste en

2015 a réalisé un bilan certifié de 7,5 milliards de dinars.

En 2016, elle a réussi à faire mieux en réalisant un bilan de plus de 8 milliards de dinars. «Algérie Poste, avant et pendant plusieurs exercices, dégageait un résultat net de moins de 7 milliards de dinars», a souligné l'invitée de la rédaction.

La trésorerie de cet établissement, poursuit-elle, est de plus de 50 milliards de dinars. «L'entreprise auparavant n'a jamais réussi à dépasser sa masse salariale, aujourd'hui, on a renfloué les caisses», se félicite la première responsable du secteur. Mieux, l'établissement qui accumule plus de 50 milliards de dinars de créances a encaissé plus de 13 milliards de dinars de ces dettes en une année. «Des performances extraordinaires», dit-elle.

Cependant, malgré ces bons points, la ministre de la Poste et des TIC estime que le résultat

reste mitigé. Du fait, explique-t-elle, que ces performances ne concernent qu'un volet d'Algérie Poste qui est celui des services financiers postaux. Il reste, selon elle, le volet courrier-colis qui peine à décoller. «Algérie Poste, c'est l'établissement public par excellence, elle est censée gérer les comptes CCP des Algériens, mais elle doit aussi leur livrer leurs courriers et leurs colis. Algérie Poste est le symbole de la souveraineté de l'Etat, donc on ne peut pas se permettre de jouer avec Algérie Poste ou qu'un jour elle soit privatisée, mais pour y arriver, elle doit continuer à générer des bénéfices et à payer ses 25 000 travailleurs qui doivent voir leurs carrières et leurs salaires évoluer», a déclaré l'intervenante. Selon elle, l'établissement doit générer cinq fois plus de bénéfices que ceux réalisés en 2016 parce qu'il a les outils pour un tel résultat.

Elle estime qu'il n'est pas normal qu'un Algérien ait peur d'envoyer son courrier sur le réseau postal. Il est tout aussi inadmissible, poursuit-elle, qu'il puisse recevoir un courrier ouvert ou détérioré ou qu'il ne le reçoit jamais. Une situation générée, selon elle, par le fait que le circuit du tri postal soit mal géré. C'est pourquoi, estime la ministre, que même si Algérie Poste est bénéficiaire, elle ne remplit pas toutes ses fonctions.

D'autant que, souligne-t-elle, si l'établissement ne fait rien pour redresser la gestion du courrier-colis, le privé pourra s'accaparer du marché du commerce électronique.

Algérie Poste est aussi appelée à profiter du marché du flexy. Un segment qui dégage 200 millions de dollars de bénéfice net par an et qui échappe à cet établissement qui est pourtant outillé pour rendre ce service.

S. A.